

## AVIS DE RAPPEL

### À tous les propriétaires de baux d'abris sommaires et de villégiature situés sur le territoire du Témiscamingue

#### **Procédure de brûlage : la gestion toujours sous la responsabilité du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles**

Au cours des derniers mois, la MRC de Témiscamingue (MRCT) a reçu des demandes d'information concernant la procédure de brûlage par des propriétaires de baux d'abris sommaires et de villégiature situés sur le territoire du Témiscamingue. Par la présente, nous souhaitons vous rappeler que la procédure de brûlage est toujours sous la responsabilité du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). Seul le ministère a le pouvoir de procéder au brûlage des camps en **occupation sans droit** non connu sur le territoire public ou en **défaut de respect de la réglementation**.

Lors d'une déclaration d'un occupant sans droit, la MRCT a la responsabilité d'aller constater sur place et d'afficher **un avis de prise de possession** sur le camp. Cet avis indique que l'occupant a sept mois pour se manifester à la MRCT. Suite à ce délai de sept mois, si l'occupant n'a pas libéré les lieux ou ne s'est pas manifesté pour prendre une entente, la MRCT transfèrera le dossier au ministère et celui-ci prendra possession, sans indemnité, du bâtiment et en disposera **sans autre avis** conformément à l'article 62 de la **Loi des terres du domaine de l'État** que voici :

**62.** Le ministre qui a l'autorité sur une terre peut prendre possession sans indemnité et disposer d'un bâtiment érigé sans droit sur cette terre, des améliorations et des meubles qui s'y trouvent et dont le propriétaire lui est inconnu.

Cette prise de possession ne peut cependant avoir lieu avant l'expiration d'un délai de 7 mois à compter du jour où un avis à cet effet a été affiché sur le bâtiment en cause.

En plus d'énoncer l'effet du présent article, cet avis doit identifier le représentant du ministre à qui le propriétaire peut s'adresser, le cas échéant, pour faire des représentations à l'encontre de cette prise de possession.

1987, c. 23, a. 62; 1995, c. 20, a. 31.

**62.1.** Dans le cas où l'autorité sur une terre est transférée après la présentation d'une demande en vertu de l'article 60, ou après qu'une prise de possession soit commencée en vertu de l'article 62, la demande ou la prise de possession est continuée par le ministre à qui l'autorité est transférée.

1995, c. 20, a. 32; N.I. 2016-01-01 (NCPC).

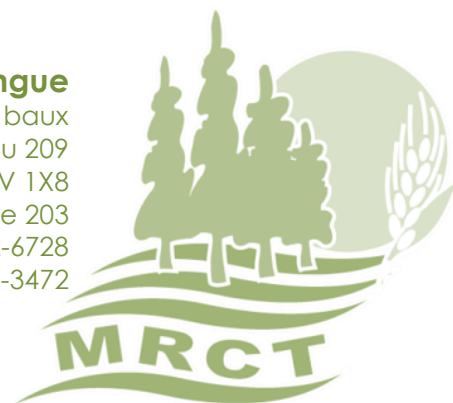
La MRCT se donne aussi le droit d'évincer un locataire qui ne respecte pas les clauses de son bail. Chaque locataire a la responsabilité de s'informer de la réglementation sur les abris sommaires. Si le locataire ne respecte pas les clauses de son bail ou est en défaut de paiement, la MRCT a le mandat de révoquer le droit de location et va, par la suite, aller installer un **avis de prise de possession** sur le bâtiment. Cet avis indique que la MRCT confisque les bâtiments, les améliorations et les meubles qui se trouvent sur le terrain et se donne le droit d'en disposer selon les modalités du Règlement sur la disposition de certains biens excédentaires ou confisqués (1989) 121 G.O.II, 1746.

Le locataire a toujours la possibilité de racheter les biens suite à la révocation de sa location, mais devra payer des frais administratifs inclus dans l'offre de rachat que la MRCT lui fera à la suite d'une évaluation de la valeur du bâtiment.

Si l'occupant prend la décision de quitter les lieux, la MRC de Témiscamingue procédera au transfert de dossier au ministère qui disposera du bâtiment conformément à l'article 62 de la **Loi des terres du domaine de l'État**.

Pour toute question ou information supplémentaire, nous demeurons disponibles pour vous répondre.

**MRC de Témiscamingue**  
Service de la délégation des baux  
21, Notre-Dame-de-Lourdes, bureau 209  
Ville-Marie (Québec) J9V 1X8  
819-629-2829 au poste 203  
Sans frais : 1-855-622-6728  
Télécopieur : 819-629-3472



## REMINDER NOTICE

### To all recreational or temporary shelter leaseholders of properties on the Témiscamingue territory

#### ***Burning Procedure: Management remains under the Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles' responsibility***

In the past few months, the MRC of Témiscamingue (MRCT) has received information requests regarding the burning procedure by recreational or temporary shelter leaseholders for properties located on the Témiscamingue territory. With the present notice, we would like to remind you that the burning procedure remains under the Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles' (MERN) responsibility. Only the MERN has the jurisdiction to burn down camps that are **unlawfully erected on the land** and unknown on the public land, or that **fail to comply with regulations**.

When a declaration of unlawful occupation is filed, the MRCT has the responsibility to go verify on-site and to post a **notice for possession** on the camp. This notice states that the occupier has seven months to manifest himself or herself to the MRCT. Following this seven-month period, if the occupier has not vacated the premises or has not manifested himself or herself to reach an agreement, the MRCT will forward the file to the MERN, who will take possession of the building without indemnity and dispose of it **without further notice** pursuant to section 62 of the **Act respecting the lands in the domain of the State**:

**62.** The minister having authority over any land may take possession without indemnity and dispose of a building unlawfully erected on the land and of any improvement and movable property situated thereon whose owner is unknown to him.

Possession cannot be taken, however, until the expiry of 7 months from the day of posting of a notice to that effect on the building concerned.

In addition to stating the effect of this section, the notice must identify the minister's representative to whom the owner may make representations to oppose the taking of possession.

1987, c. 23, s. 62; 1995, c. 20, s. 31.

**62.1.** In cases where authority over land is transferred after the presentation of an application under section 60, or after a taking of possession is commenced under section 62, the application or taking of possession shall be continued by the minister to whom the authority is transferred.

1995, c. 20, s. 32; N.I. 2016-01-01 (NCPC).

The MRCT also reserves the right to evict a tenant that fails to comply with the clauses of the agreement. All tenants have the responsibility to stay informed of the regulations regarding temporary shelters. If tenants do not respect the clauses of their lease or are in default of payment, the MRCT has the mandate to revoke the right to rent and will then post a **notice for possession** on the property. This notice states that the MRCT has seized the premises, the improvements, and movable properties found on the land, and reserves the right to dispose of them according to the terms of the Regulation respecting the disposition of certain surplus or confiscated properties (1989) 121 G.O.II, 1746.

Tenants have the possibility to repurchase properties following the revocation of their rental, but will have to pay the administrative fees included in the buyback offer that the MRCT will propose once the property has been valued.

If the occupier decides to leave the premises, the MRC of Témiscamingue will forward the file to the MERN, who will dispose of the building pursuant to section 62 of the **Act respecting the lands in the domain of the State**.

We remain available to answer any further questions.

#### **MRC of Témiscamingue**

Service de la délégation des baux  
21, Notre-Dame-de-Lourdes, Suite 209  
Ville-Marie (Québec) J9V 1X8  
819-629-2829, extension 203  
Toll free: 1-855-622-6728  
Fax: 819-629-3472

